

Bienvenue  
Benvenuto  
Welcome  
Willkommen  
پخیر  
መርከብ  
خوش آمدید

Journal d'échange et d'informations sur les luttes des migrant-es

# مرحبا

# #4

13 février 2016



## OCCUPATION DU FOYER EMMAÛS DE JOINVILLE-LE-PONT

Le mardi 4 août, les migrants placés dans le centre d'hébergement géré par Emmaüs et installé à l'intérieur des locaux du centre de rétention de Vincennes manifestent contre la lenteur administrative et leurs conditions de vie. Au petit matin ils cadenassent les portes, empêchent l'équipe Emmaüs de pénétrer dans les locaux et filtrent les entrées.

Voici leurs revendications :

Afin de laisser les salariés d'Emmaüs revenir travailler, nous exigeons :

1. Une accélération des processus: pour les non-domiciliés, une domiciliation sous 10 jours (avant le 14 août 2015).
2. La présence de la directrice d'Emmaüs aux côtés du GIP Jeudi 6 août 2015.
3. Des tickets de transport, des photos d'identité et une machine à laver.
4. Un rendez-vous personnalisé pour chacun le 6 août 2015.

A la fin de la journée, les manifestants signent un protocole d'accord avec la directrice d'Emmaüs, Aurélie El Hassak-Marzorati.

Voici le communiqué annonçant leur victoire :

### **Communiqué des migrants du foyer Emmaüs-Solidarité de Joinville-le-Pont :**

Aujourd'hui, nous avons manifesté et bloqué le centre afin de faire aboutir nos revendications.

Notre action a porté ses résultats. Il faudra maintenant s'assurer que les paroles des responsables se transforment en actes. Nous sommes prêts à repartir en grève bientôt si nécessaire.

Aujourd'hui nous aura apporté une leçon : il est possible de faire entendre notre voix, si l'on est ferme et déterminé. Nous remercions les personnes solidaires venues nous soutenir, sans qui rien n'aurait été possible. Nous nous adressons à tous les migrants : c'est par la lutte et en nous organisant que nous pourrons obtenir des papiers pour tous et un toit pour tous.

Nous serons présents à la manifestation demain, mercredi 5 août à 18h30, aux côtés des migrants d'Austerlitz.

4 août 2015

Joinville-  
le-Pont

# COMMUNIQUÉ DES MIGRANTS ET RÉFUGIÉS DU CENTRE D'HÉBERGEMENT PERNETY

11 août  
2015

Pernety -  
Paris 14e

Le mardi 11 août 2015 à minuit, nous migrants et réfugiés du centre Pernety avons, de manière collective, décidé de mener une grève de la faim pour obtenir des réponses à nos revendications légitimes face aux conditions inhumaines que nous vivons dans le centre et face au silence que nous a opposé l'administration malgré nos multiples interpellations pour qu'elle trouve des solutions.

Nous dénonçons la mauvaise qualité de la nourriture, la propreté qui laisse à désirer, la quasi-absence de services de soins médicaux et surtout la lenteur extrême pour les domiciliations et les procédures administratives pour les demandes d'asile, sans oublier l'absence de tickets de transport ou de cartes téléphoniques.

Le mercredi 12 août 2015 à 15h, collectivement et après un énième refus de l'administration du centre de satisfaire nos revendications, nous avons décidé de fermer la porte du centre, nous les migrants et les réfugiés uniquement et non les soutiens extérieurs qui sont venus soutenir notre action. Et quand le directeur a demandé à sortir, nous l'avons laissé sortir et même, en présence de la police qui est arrivée entre temps, une employée du centre, à sa demande, a pu aussi sortir du centre. Après l'arrêt de la grève de la faim, une délégation de trois personnes qui se disaient représentantes de la Ville de Paris et de la mairie du 14ème arrondissement est venue nous voir et nous a promis de trouver des solutions mais, jusqu'à ce jour vendredi 14 août 2015, nous n'avons rien vu encore. Nous avons aussi fourni un document comportant nos revendications aux forces de police sur place et la question est pourquoi ne nous a-t-on même pas demandé pourquoi nous étions en grève de la faim ? Pourquoi avons-nous été considérés comme des moins que rien ? Pourquoi n'avons-nous pas eu respect et considération ?

Nous étions pourtant 24 personnes sur place à ce moment-là !!

*Les migrants et réfugiés présents au centre Pernety depuis le 29 juillet 2015.*

## 2 POIDS 2 MESURES

Le samedi 7 novembre, au petit matin, une trentaine de militants d'un groupe d'extrême droite occupait le toit du centre d'hébergement de Triel pour y dénoncer le fait que 80 migrants y soient hébergés. Durant plus de 5 heures les personnes hébergées ont du rester cloîtrées dans le centre.

Interrogé par des associations sur les éventuelles suites judiciaires données à cette agression fasciste, le sous-préfet des Yvelines, M. Stéphane Grauvogel dira, qu'à son avis, la caractérisation d'incitation à la haine raciale ne paraît pas possible, les banderoles et slogans étant selon lui à la limite de la loi mais sans la franchir. Pour lui, la seule poursuite possible serait la violation d'un espace privé... Précisons au passage, que la semaine avant l'occupation du toit, plusieurs migrants ont été agressés physiquement, notamment à la gare de Triel, par des personnes proférant des propos racistes. Mais bon, pour M. Grauvogel, tout cela n'a sans doute rien à voir...

Donc, pour l'Etat et la justice, entrer par effraction dans un centre, y grimper sur le toit pour y hurler des slogans hostiles, y faire flamber des fumigènes et faire en sorte que les personnes hébergé/es soient confinées plus d'une demi-journée ce n'est pas très grave. Par contre, aller soutenir des migrants en grève de la faim dans leur centre d'hébergement, ça c'est plus embêtant... En effet, en novembre dernier ? 4 personnes ont été condamnées à de lourdes amendes et de la prison

avec sursis en raison de leur présence solidaire auprès de migrant-e-s hébergé-e-s dans un foyer du 14e arrondissement géré par l'association Emmaüs.

En août, 3 militant-e-s et un migrant venu pour assurer la traduction, s'étaient rendus dans ce centre d'hébergement de la rue Losserand pour soutenir 30 migrant-e-s en grève de la faim et les aider à rédiger leurs doléances en français afin qu'elles puissent être transmises aux médias et aux autorités.

Les migrant-e-s, ce jour là, écrivaient ceci à propos de leurs conditions de vie : «Nous dénonçons la mauvaise qualité de la nourriture, la propreté qui laisse à désirer, la quasi-absence de services de soins médicaux et surtout la lenteur extrême pour les domiciliations et les procédures administratives pour les demandes d'asile, sans oublier l'absence de tickets de transport ou de cartes téléphoniques.» Alors qu'elles avaient été invitées à entrer par le directeur du centre et qu'elles étaient restées solidairement présentes lors du sit in de protestation organisé par les migrant/es, ces 4 personnes ont été embarquées manu militari par des hordes de policiers débarqués sur place en moins d'une demi-heure.

7 novembre  
2015

Triel-sur-  
Seine

Le soir même, Emmaüs, la préfecture et la mairie de Paris publiaient un communiqué commun pour faire monter la sauce de la répression :

« L'État, la Ville de Paris et Emmaüs Solidarité condamnent avec la plus grande fermeté l'intrusion d'une poignée de militants dans le centre d'hébergement de migrants, situé rue Raymond Losserand dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris. L'État, la Ville de Paris et Emmaüs Solidarité jugent inacceptables les menaces et les insultes proférées à l'égard des équipes d'Emmaüs Solidarité ainsi que la séquestration des salariés et des migrants présents, qui ont contraint la police à intervenir. »

Les migrant/es du centre Losserand ont bien sûr démenti ces allégations de séquestration mais face aux autorités politiques, étatiques et humanitaires, leurs paroles furent vaines...

En effet, si il est quelque chose d'insupportable pour celles et ceux qui se sentent investi/es d'une responsabilité politique, humanitaire ou associative qui les fait

considérer les Autres comme des enfants irresponsables qu'il faut gérer et encadrer, c'est que ces « irresponsables » prennent la parole et s'approprient le champs du politique. Ainsi, mieux vaut faire comme si les migrant/es étaient manipulé/es par quelques agitateurs/trices, comme si ils et elles n'étaient pas capables d'avoir leurs propres revendications.

Et pour l'appareil d'Etat il est donc moins grave de prêcher la haine et le racisme comme les fachos de Triel que de mettre en œuvre des solidarités. Peut-être parce que ce sont nos solidarités qui permettront de ne pas sombrer dans une société où dominant la peur de l'autre, la peur de la misère et de la répression. Ces mêmes solidarités qui feront que nous pourrons construire, gens d'ici et d'ailleurs, gens de partout, un monde où ne règnent pas les inégalités et les rapports de domination.

Un monde qui reste à inventer...

---

---

## ÉVACUATION DES CAMPEMENTS PARISIENS : DE LA RUE À LA MISE AU PLACARD

Après l'expulsion du campement de la mairie du 18<sup>ème</sup>, plusieurs migrants ont été emmenés au centre d'hébergement d'urgence de Nanterre, situé dans une annexe de l'hôpital psychiatrique. Au vu des conditions, ils ont collectivement refusé de descendre du bus et d'accepter cet hébergement. Les responsables du centre (géré par Aurore) et de la mairie ont alors appelé les flics et trois personnes ont été arrêtées et placées en garde-à-vue, accusées d'être des passeurs !! Ils ont finalement été libérés, sans poursuites. Évacuation des campements parisiens: de la rue à la mise au placard

Nous, réfugiés, avons fui des situations critiques, nos vies étaient menacées, nous avons migré dans des conditions catastrophiques et risqué nos vies chaque jour. Beaucoup d'entre nous sont morts en traversant le désert et la mer. Le peu qui est arrivé en France espérait une vie digne sur cette terre d'asile et des droits de l'homme comme elle est présentée dans les médias. Mais, l'accueil a été la misère des rues, la clochardisation, la pluie, le froid, et le dénuement.

Après l'évacuation du campement de la mairie du 18<sup>e</sup>, nous avons été amenés dans un centre d'hébergement d'urgence où tous les engagements des autorités et de l'administration se sont avérés faux. Lors de notre arrivée au CHU de Nanterre, annexe de l'hôpital psychiatrique, la vision était surprenante et terrifiante pour nous, à cause de la laideur, et des nombreux malades dont l'état nous inquiétait. Nous ne sommes pas descendus du bus par crainte. L'administration nous a demandé de choisir 3 d'entre nous pour visiter les dortoirs à l'intérieur du centre et faciliter le dialogue. Les 3 réfugiés ont confirmé que l'endroit n'était pas convenable et non conforme aux promesses des res-

ponsables intervenus le matin même avant l'évacuation du campement.

Lorsque nous avons tous refusé d'accepter cet hébergement à cause des conditions indignes, la police est intervenue sur ordre des autorités. Ils ont alors interpellé les 3 personnes désignées pour discuter avec l'administration et faciliter le dialogue en ce qui concerne l'hébergement. L'administration a usé de ruses contre nous et a employé 50 policiers pour nous effrayer et exercer des pressions. Ils ont pris les 3 que nous avons choisis, la police les a emmenés à un endroit inconnu et nous n'avons plus eu de nouvelles d'eux.

Le cauchemar ne s'est pas arrêté là, nous sommes restés enfermés durant plusieurs heures dans le bus. Ils ont interdit l'accès aux toilettes, et nous ont affamé, pour nous obliger à accepter cet hébergement. Nous avons été choqués de l'attitude et du comportement inacceptable de l'État français envers les réfugiés.

Au final, certains réfugiés ont accepté cet hébergement contraire à la dignité humaine mais sous la contrainte. Nous autres, vu ces mauvaises conditions, avons délaissé ce centre, et préféré l'errance.

Nous ne demandons que le respect de nos droits humains et une vie digne. Nos droits ne sont pas des exigences élevées. Nous ne demandons qu'un logement dans des conditions normales et dignes, et la reconnaissance de notre statut de réfugiés, dans les pays qui prétendent respecter les droits de l'homme.

*Des migrants témoins ayant fui l'hébergement*



17  
septembre  
2015

Nanterre

## RAFLE AU FOYER MARC SEGUIN

Le 15 décembre 2015, 40 résidents du foyer Marc Seguin dans le 18e, sont arrêtés. 20 sont placés en rétention. La police bloque la rue et entre dans le foyer avec des chiens, s'introduit jusque dans les chambres, fait attendre ceux qu'elle a poussés dehors plusieurs heures sous la pluie et contrôle les papiers de tous. Le gestionnaire du foyer, Adoma, tente d'intimider les résidents qui sont en grève de loyers depuis plusieurs mois et qui réclament l'amélioration de leurs conditions de vie. Le 9 janvier, une manifestation rassemble plusieurs centaines de personnes en solidarité avec les résidents du foyer et pour la libération des 20 sans-papiers enfermés au centre de rétention de Vincennes. Malheureusement, plusieurs résidents ont été expulsés dans le courant du mois de janvier.

Cette rafle en rappelle une autre. Le 12 février 2008 au petit matin, le foyer AFTAM de travailleurs migrants situé au 43 rue des Terres au Curé dans le 13e arrondissement est assailli par plusieurs centaines de policiers qui bouclent tout le quartier.

De très nombreuses portes de chambres sont défoncées par les policiers. Des passeports et cartes de séjour sont confisqués. 2 personnes paniquées par l'intrusion des policiers et des chiens tentent de fuir en passant par la fenêtre et, blessées, doivent être hospitalisées.

Au final, lors de cette rafle 116 personnes sont arrêtées et placées en garde à vue et parmi elles 105 sont emprisonnées au centre de rétention de Vincennes. Immédiatement, militant-e-s, voisin-e-s et ami-e-s des résidents se mobilisent : manifestations le jour même dans la rue, rassemblement devant le centre de rétention de Vincennes, présence de personnes solidaires plusieurs jours d'affilée dans les tribunaux et dans les aéroports pour empêcher l'expulsion des résidents du foyer. Une mobilisation sans relâche pendant un peu plus d'un mois permettra que sur les 105 personnes placées en rétention, 99 ne soient pas expulsées.

15  
décembre  
2015

Marc  
Seguin  
Paris 18e

## UN MOT = UNE BOMBE ? MERHABA N'EST PAS BIENVENU AU CENTRE DU LOIRET

Mi décembre, une amie et moi sommes allées dans ce centre voir des personnes hébergées que nous connaissons des campements de juin dernier. En même temps nous avons apporté quelques exemplaires de Merhaba, petit journal fait par des migrants et des personnes solidaires.

Un ami migrant nous a proposé d'entrer et a demandé au gardien l'autorisation. Celui-ci a dit qu'il fallait qu'il en réfère au responsable du centre, ce qu'il a fait par téléphone. Notre entrée a été refusée, nous sommes donc restées assises devant le centre sur un des bancs qu'il y a là.

Alors qu'on discutait avec plusieurs personnes, des gens qui semblaient travailler là sont arrivés et assez vite le gardien est venu nous dire que nous ne pouvions pas rester là non plus, assises sur le banc devant le centre. Son chef avait appelé pour le lui dire, chose que nous voulons bien croire car il avait l'air un peu gêné. Comme nous prenions 2 - 3 minutes pour dire au revoir, ce même gardien nous a dit que vraiment ce serait mieux de nous dépêcher car sinon il allait avoir des ennuis. Un résident a pris une dizaine de journaux et est rentré dans le centre pendant que nous nous éloignons. Moins de 5 minutes après il est ressorti car le personnel lui a signifié qu'il pouvait en avoir un exemplaire mais pas plusieurs.

Donc, pour résumer, un résident du centre n'a pas pu faire entrer chez lui une dizaine de petits journaux en

plusieurs langues faits par ses pairs hébergés dans différents centres...

Quand je pense que parmi les migrants, il y en a qui fuient des pays où il n'y a pas de liberté d'expression dans lesquels la France est montrée en exemple par quelques doux et douces rêveurs-euses, je ne peux m'empêcher de rire doucement.

Ce qui pourrait sembler une anecdote insignifiante en dit long sur les droits qui sont accordés aux migrants et donc sur la façon dont ils sont considérés. Pas le droit de recevoir des gens donc, mais également pas le droit de faire entrer des journaux (Bon bien sur Télé 7 jours ça on pourrait sans doute en amener des tonnes) ? Au-delà de ça, des témoignages abondent en ce sens et dans de nombreux centres, pas le droit de s'exprimer car s'exprimer c'est s'exposer à des brimades et un renvoi. Oui je sais, on dit qu'un mot peut avoir l'effet d'une bombe mais bon, on n'en est pas là... On en serait même plutôt, niveau revendications, à demander un peu de pain en plus, et franchement comme bombe on fait mieux, mais même ça ça peut être mal pris par le personnel.

Ces personnels qui participent à nier toute capacité de décision et d'organisation aux résidents et résidentes des centres le font souvent inconsciemment, repro-

16  
décembre  
2015

Loiret  
Paris 13e

duisant une sorte de schéma, prisonniers eux-mêmes d'une logique bien rodée que nous avons toutes et tous expérimentée à différents moments de nos vies et dans différents espaces sociaux : l'école, le travail, l'hôpital...

Ce petit épisode il n'y a pas qu'au centre du Loiret qu'il arrive. A Tournan, c'est pareil, des personnes extérieures et hop on est prêt à appeler la gendarmerie. A Triel sur Seine aussi, c'est la même chose : seules 3 personnes extérieures au centre (qui appartiennent au secours catholique) sont autorisées à y pénétrer, les autres même si elles ont rendez-vous avec quelqu'un à l'intérieur ne peuvent entrer et le rendez-vous doit se dérouler dehors. Là-bas, il a même été sous-entendu que les personnes organisées en comité de soutien des migrants feraient de la concurrence à la Croix Rouge, organisation qui regroupe bien entendu des soutiens bien intentionnés, et qui par ailleurs gère aussi le centre....

La plupart des directeurs et directrices de centres se justifient en disant qu'il faut protéger les migrant-e-s d'éléments extérieurs qui voudraient les instrumentaliser... Au-delà de ce prétexte stupide qui vise à discréditer les personnes solidaires des réfugiés pour mieux les criminaliser par la suite, on voit toute la pensée raciste et coloniale qui sous-tend de tels discours : les personnes dites migrantes sont infantilisées, on leur nie le droit et la capacité d'être des personnes responsables avec des choix, des opinions et expressions politiques.... et on voudrait faire croire que c'est pour leur bien !

Mais il est vrai que depuis le XVe siècle, les Européens parviennent à faire coïncider leur facheuse propension à user de la force et de la violence pour contraindre des populations en faisant cohabiter leurs exactions avec l'idée du bien...

---

---

## COMMUNIQUÉ DES MIGRANTS HÉBERGÉS AU CHU DE VILLENEUVE LA GARENNE

*Les réfugiés sont hébergés là depuis le 23 octobre, suite à l'évacuation du lycée Jean Quarré à Paris. Suite à ce communiqué, un appel à rassemblement sera sans doute lancé si rien ne s'améliore pour les 45 personnes qui vivent là et subissent de véritables maltraitances.*

Nous sommes des réfugiés de différents pays, du Soudan, de l'Érythrée, de Somalie... Nous avons affronté le désert et la mer pour échapper à la mort. Nous demeurons dans un centre d'hébergement à Villeneuve-la-Garenne, géré par la Croix-Rouge. Nous sommes choqués des conditions que l'on nous fait subir dans ce centre.

Nous dénonçons :

- L'exclusion de plusieurs personnes sans aucune raison, renvoyées les unes après les autres.
- Les déclarations mensongères que fait l'administration du centre pour faire intervenir la police de manière répétitive et ainsi nous dissuader de nous plaindre ou de dénoncer nos conditions de vie. A la suite d'une intervention reconnue par la police elle-même comme non fondée, nous nous sommes plaints de nos conditions de vie et avons alors miraculeusement obtenu l'eau chaude et le chauffage, que nous attendions depuis une semaine.
- Le comportement méprisant des employés et les humiliations constantes (propos racistes, gestes agressifs, chantage au renvoi...)
- Le manque de suivi médical
- Les erreurs répétées sur le cahier de contrôle de présences et des horaires d'entrée et de sortie. Des per-

sonnes présentes ne sont pas notées et risquent ainsi d'être renvoyées du centre. Même si certaines erreurs sont vraisemblablement involontaires, d'autres sont faites exprès et visent ceux qui ont revendiqué leurs droits, pour les menacer d'expulsion.

- La privation de liberté de circulation à cause de la non-fourniture de titres de transport.
  - Les problèmes d'hygiène : les draps et couvertures ne sont jamais lavés et il n'y a pas de nécessaire de toilette ni de linge de toilette
- Nous demandons à l'administration de prendre ses responsabilités et de remplir son rôle.

Nous demandons :

- Le remplacement des employés qui ont des comportements menaçants ou violents et qui ont tenu des propos racistes.
- La tenue de réunions régulières avec l'administration en présence d'un traducteur compétent et neutre.
- Un comportement et un traitement respectueux de la part des employés, l'arrêt du système des contrôles de présences et des exclusions.

Nous demandons également l'amélioration de nos conditions de vie :

- Des repas variés et équilibrés (depuis un mois nous mangeons toujours la même chose)
- Des titres de transport pour circuler librement et ne pas nous exposer à des contraventions ou des problèmes avec la police.



29  
décembre  
2015

Loiret  
Paris 13e



- Un suivi et un accompagnement médical pour tous.
- La fourniture de nécessaire de toilettes, de produits d'hygiène et de sous-vêtements
- Des couvertures chaudes et des draps propres.
- Des cours de langue française, des activités cultu-

relles et sportives et une possibilité de connexion internet comme cela nous été promis par la direction du centre et le maire de la ville.

*Le communiqué a été rédigé le mardi 29 décembre*

## **COMMUNIQUÉ DES MIGRANTS EXPULSÉS DU CENTRE D'HÉBERGEMENT LOIRET (ASSOCIATION AURORE)**

Mardi 6 janvier, des migrants hébergés au centre d'hébergement Aurore, dans le 13e, commencent un mouvement de protestation contre leurs conditions d'hébergement. Le lendemain, la police intervient à la demande de la direction du centre. Les migrants sont embarqués au commissariat puis libérés sauf pour deux d'entre eux et exclus du centre. Le soir, leurs affaires sont mises sur le trottoir. Ils sont de nouveau à la rue. Ils décident alors de rejoindre le camp de réfugiés de la place de la République. Voici leur communiqué:

« Nous sommes des réfugiés hébergés dans le centre de la rue du Loiret (13e) depuis plusieurs mois. Nous voulons comprendre pourquoi nous avons été arrêtés hier.

Nous avons rencontré beaucoup de problème dans ce centre :

1. comportement raciste de la part du directeur
2. démarches administratives qui n'avancent pas
3. maladies dues aux conditions de vie et personnel qui ignore les problèmes
4. nourriture périmée. Eau disponible seulement au lavabo des toilettes et qui rend malade
5. personnel qui entre dans les chambres sans prévenir et qui fouille les affaires
6. plateaux repas retirés alors que nous sommes encore en train de manger
7. fermeture du réfectoire au bout d'une heure alors que le règlement prévoit une heure trente

Nous avons parlé plusieurs fois avec le directeur de ces problèmes mais il ne nous écoute pas et nous répond « si vous n'êtes pas contents vous partez d'ici ». Il nous a également dit « de quoi vous vous plaignez, vous étiez à la rue et nous vous avons hébergés ». Aucune autre réponse ne nous a été apportée.

Mardi, nous sommes allés à la mairie du 13e pour évoquer nos problèmes. On nous a renvoyés vers un autre lieu et là, la responsable nous a dit de voir avec les gestionnaires du centre. Lorsque nous sommes revenus, nous avons trouvé le directeur à l'entrée du centre, il n'a fait aucun cas de nos demandes et nous a dit avec mépris : « si la situation ne vous plaît pas, vous n'avez qu'à partir ».

Nous avons donc décidé de rester à l'entrée du centre et de ne plus manger ni boire. La police est arrivée et nous a demandé pourquoi nous faisons une grève de la faim. Nous leur avons expliqué la situation mais ils nous ont répondu qu'ils n'avaient pas de solution et que cela ne relevait pas de leurs prérogatives. Nous avons donc continué la grève de la faim et de la soif.

Le lendemain, mercredi, le directeur nous a accusés de bloquer les portes du centre alors que les entrées et les sorties se faisaient librement. La distribution des repas pour les autres résidents s'est tenue normalement, en sont témoins les employés qui servaient les repas.

Nous avons de nouveau demandé au directeur de trouver des solutions à nos problèmes.

En fin d'après-midi, la police est arrivée dans le centre et nous a encerclés. Ils nous ont fouillés, ont pris nos clés et nous ont emmenés au commissariat. Là-bas ils nous ont fouillés de nouveau, demandé nos identités et pris nos empreintes. Puis ils nous ont dit de partir. Quand nous sommes arrivés devant le centre le soir, nos affaires avaient été mises à la rue. La police était devant les grilles et nous a interdit l'accès en nous demandant de partir.

Nous voulons savoir :

1. Pourquoi nous ont-ils expulsés du centre ?
2. Pourquoi nous ont-ils fouillés ?
3. Pourquoi la police n'a-t-elle pas écouté notre version des faits et n'a écouté que celle du directeur ?

Nous demandons à ce que nos droits soient respectés. Nous voulons la justice et l'égalité.



Le 07/01/16.»

# Le pré-accueil pour déposer l'asile : une maltraitance de plus.

Depuis le 1er novembre, l'État a mis en place un pré-accueil pour les personnes souhaitant déposer une demande d'asile. Les demandeurs et demandeuses d'asile doivent désormais passer par une association missionnée pour avoir un rendez-vous en préfecture. Sans le passage par cette association, impossible d'être reçu à la préfecture pour déposer une demande d'asile. Dans chaque département c'est une association qui est missionnée pour ce travail.

## COALLIA LIMAY

Par exemple dans les Yvelines, c'est Coallia qui gère cela. Pour tout le département, il n'y a qu'un bureau d'accueil : il est à 20 minutes à pied de la gare de Limay, une ville déjà excentrée dans le département. Coallia distribue les rendez-vous permettant de déposer l'asile le lundi et c'est tout car de toute façon la préfecture ne leur accorde qu'une cinquantaine de RDV chaque semaine. Autant vous dire que le lundi à 11h tout est déjà donné !

En pratique, les gens viennent la veille, voir 2 jours avant en espérant être reçu-e-s. Ainsi, le lundi 4 janvier, 10 personnes qui avaient dormi dehors ont été invitées à revenir le lundi suivant.

Le 11 janvier, les refoulé-e-s étaient 20.

Le lundi suivant, ils et elles étaient encore plus nombreux-euses !

Bien sûr ni banc ni accès aux toilettes pour celles et ceux qui attendent dehors dans le froid. Pas même un café aux alentours ! Parfois, pour se réchauffer ou dormir quelques heures la nuit, des demandeur-euse-s d'asile rentrent dans l'immeuble de la résidence sociale au rez-de-chaussée de laquelle se situe l'association. A plusieurs reprises cela a occasionné des conflits avec les habitant-e-s, eux-mêmes en situation précaire, mettant en danger les personnes demandant l'asile. Coallia a également déjà fait appel à la police pour disperser les migrant-e-s qui étaient trop nombreux-euses à l'heure de l'ouverture de l'association. Ce fut par exemple le cas mi novembre alors que 60 migrants attendaient pour un rendez-vous. Ce jour là, Coallia a reçu 12 migrants, les autres ont été dispersés par les flics. Ils avaient pourtant tous été envoyés là par les centres d'hébergement d'urgence dans lesquels ils ont été placés suite aux évacuations des campements parisiens, sachant que cet hébergement est conditionné par l'avancée des démarches d'asile : sans démarches, c'est le retour à la rue...

## DANS LES HAUTS-DE-SEINE, LE FACEM

Là encore, les rendez-vous ne sont distribués que le lundi.

Le lundi 18 janvier, à 6:30 il y avait 150 personnes. La première personne était là depuis le dimanche après midi ! Vers 7h ils étaient environs 200 !

Comme à Limay, les gens attendent là debout, serré-e-s dans le froid sachant que cette nuit là il faisait -5°. Pour certaines personnes c'était la troisième tentative d'obtenir un rendez-vous. À l'accueil, deux personnes de la sécurité en uniforme et en bottes, arrogantes, qui donnent des ordres aux personnes qui font la queue. Il y a un chien aussi. Il appartient à l'un des employés de la sécurité, il est attaché à un poteau tout près de la file et aboie sans cesse.

Ce jour là, 60 personnes ont été reçues alors que préalablement dans la matinée avait été annoncé que 75 personnes seraient acceptées. Mais à midi, après avoir distribué 60 tickets, le vigile a déclaré qu'il n'y en avait plus... : À celles et ceux qui protestent et demandent des explications, les agents crient : « Go back, go back. Come back next Monday, no ticket now, you understand me? » Sous la menace des vigiles et de leur chien, les gens n'ont d'autre choix que baisser la tête et repartir...



À Paris, où la mission de pré-accueil des demandeur-euse-s d'asile a été donnée à France Terre d'asile, c'est la même galère.

Il faut arriver très tôt le matin 3h ou 4h. Le travail du vigile à l'entrée est d'assurer un semblant d'ordre et de ranger les gens sur le trottoir. Il organise des files en n'expliquant pas dans quelle file il faut se mettre – ce qui engendre des bagarres car quand on est dehors depuis 3 h du matin et que le vigile nous a mis dans la mauvaise file on a de quoi être énervé ?

Ensuite, on attend des heures dans le froid, au milieu des blagues racistes des vigiles sur les chinois qui sont bien dociles contrairement aux arabes...

La file d'attente est tellement longue (plus de 120 personnes parfois) que la file se déporte sur la route avec les conducteurs qui passent agacés, klaxonne.

Souvent FTDA décide de fermer. C'est trop pour eux. Trop de bagarres, trop d'incivilités comme ils disent, trop de risque pour les salariés, trop de plaintes des voisins...

Trop de tout. Sauf qu'avant d'accepter le marché public et le trop de tune, il fallait y penser.

Ils sont maintenant des prestataires de l'Ofii et il savaient à l'avance quand ils ont postulé pour avoir ce marché que c'était irréaliste. Pour remporter le marché face aux autres grosses machines du secteur (Coallia, la Croix-Rouge, Adoma...), ils ont dû revoir leurs prix, abaisser les coûts le plus possible. Puis ils ont embauché des gens tout en sachant que la charge de travail demandée était irréaliste. Ils savaient qu'ils useraient leurs salariés un par un. Ils savaient que les demandeurs d'asile seraient mal accueillis voir pas du tout car dans ce cas on ne peut pas parler d'accueil.

Bien sur on a toujours le droit au couplet nous sommes des associations qui défendent le droit d'asile.

Mais oui bien sur !

Aujourd'hui vous êtes une sous-administration, car au moins à la préfecture il y a une machine à café et des toilettes convenables.

La plate-forme ne fait même pas la moitié des choses qu'elle doit faire. Et elle ne pourra jamais le faire car le système de la nouvelle réforme est tel que c'est impossible.

Deux exemples. La loi dit : vous devez enregistrer un demandeur d'asile dans les 3 jours. Quelle blague ! Aujourd'hui quand vous allez à FTDA, on vous donne une sorte de métro qui ne sert pas à grand chose – comme si en cas de contrôle de flic ça pouvait protéger de quoi que ce soit – sur lequel est noté un rendez-vous pour la mi-avril 2016. Résultat, non seulement pendant 4 mois vous n'êtes toujours pas considéré comme demandeur d'asile – alors que la loi dit 3 jours – mais en plus vous êtes censé vous démerdez en attendant pour le logement, la bouffe, la santé, etc... La plate-forme doit aussi remplir les dossiers Ofpra des gens qui ne sont pas hébergés par l'Ofii ou qui ne sont pas en CADA. Ce qui est quand même la majorité des gens. FTDA a embauché des vigiles, des agents d'accueil, etc mais seulement deux travailleurs sociaux pour faire ce travail qui est pourtant crucial pour les demandeurs. Remplir son formulaire OFPRA et rédiger son récit d'asile. Se préparer à l'entretien avec un agent de l'OFPRA qui vous posera des questions pour savoir si vous êtes un fraudeur.

Cette situation dans les plateformes est illégale et scandaleuse. Beaucoup de gens la dénoncent. Mais on peut être sûr qu'elle va perdurer car on aime maltraiter les migrant-e-s en France. Histoire de bien les faire souffrir et espérer les faire repartir le temps que l'UE arrive à mettre en œuvre son plan de fermeture hermétique des frontières ce qui n'est pas pour demain !

Révolté-e-s par cette situation des salarié-e-s de ces associations ont rédigé un texte dans lequel ils et elles dénoncent les conditions inhumaines que l'État et leurs employeurs les obligent à faire subir aux migrant-e-s.

CE JOURNAL EST ÉCRIT PAR DES MIGRANTS ET DES PERSONNES  
SOLIDAIRES DE LEURS LUTTES.

IL EST DIFFUSÉ EN FRANÇAIS, ARABE, ANGLAIS ET FARSI DANS LES  
CENTRES D'HÉBERGEMENT, LORS DES MANIFS, SUR LES CAMPEMENTS,  
EN RÉGION PARISIENNE ET AILLEURS.

**CONTACT**

EMAIL : [MERHABA@RISEUP.NET](mailto:MERHABA@RISEUP.NET)

FACEBOOK : [MER HABA](#)

